Bibliographie

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4854>

DOI : [10.4000/formationemploi.4854](https://doi.org/10.4000/formationemploi.4854)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 12 octobre 2016

Pagination : 187-202

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

« Bibliographie », *Formation emploi* [En ligne], 135 | Juillet-Septembre 2016, mis en ligne le 12 octobre 2016, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4854> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.4854>

Bibliographie

Sélection bibliographique d'ouvrages sur la thématique « Emplois verts ». Cette sélection a été élaborée à partir de la base de données bibliographiques « Formation-Emploi » du Céreq.

Bibliographie réalisée par Magali Thévenot

■ Les limites sociales de la croissance

Hirsch Fred ; Gadrey Jean (préf.)

Paris : Les petits matins, 2016. - 341 p.

Et si la croissance, tant espérée par tous ceux qui y voient le remède au chômage, à la précarité et aux inégalités, n'était pas à même de guérir les maux de notre société ? C'est le constat établi par Fred Hirsch, dès 1976, dans ce livre fondateur : au-delà d'un certain seuil, la croissance économique n'améliore plus le bien-être et tend plutôt à le réduire. Rien ne destinait cet économiste, passé par le Fonds monétaire international et la rédaction de *The Economist*, puis devenu professeur à l'université de Warwick, à développer cette critique radicale de la dynamique même de notre système économique. Il nous laisse pourtant en héritage un ouvrage devenu une référence pour les écologistes et les économistes critiques. Fred Hirsch démontre que l'abondance matérielle s'accompagne d'une inefficacité croissante dans le fonctionnement de notre société. Surtout, la poursuite sans fin de la croissance suppose une compétition effrénée entre les individus, qui cherchent à s'affirmer à travers des comportements de consommation ostentatoire. Une quête insatiable qui conduit à un formidable gaspillage écologique et social, mais aussi à une dégradation du bien-être et de la satisfaction de chacun.

■ Guide des humanités numériques

Choné Aurélie (dir.) ; Hajek Isabelle (dir.) ; Hamman Philippe (dir.)

Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2016. - 630 p. - (Environnement et société)

L'ampleur des changements environnementaux est aujourd'hui établie. Quels « cadres » et catégories mobiliser pour penser ces changements et guider l'action ? La mise en évidence de l'origine humaine de ces changements et la critique du dualisme Nature/Culture soulignent les limites d'approches strictement scientifiques et techniques. Ainsi, l'ouvrage propose un état original des savoirs des Lettres et Sciences Humaines et Sociales sur la nature. Il rassemble les travaux de spécialistes (civilisation, ethnologie, géographie, histoire, littérature, philosophie, psychologie, sociologie, science politique, urbanisme...) afin

de montrer comment l'idée de nature reconfigure les cadres de pensée, les disciplines et leurs objets pour produire de nouveaux champs de questionnements et de pratiques.

■ Activités professionnelles à l'épreuve de l'environnement

Arpin Isabelle; Bouleau Gabrielle; Candau, Jacqueline; Richard-Ferroudji Audrey

Toulouse : Octarès, 2015. - 222 p. - (Le travail en débats. Série Colloques & Congrès)

Comment l'environnement est-il aujourd'hui pris en compte dans le travail ? Quels sont les effets de la montée en puissance des préoccupations en faveur de l'environnement sur les activités professionnelles ? Comment l'exercice d'une activité met-il à l'épreuve les pratiques environnementalistes ? Cet ouvrage travaille ces questions en s'appuyant sur des recherches de terrain menées dans des secteurs d'activité et des situations de travail variés : élevage, propreté urbaine, animation territoriale, recherche, etc. Plutôt qu'à une écologisation généralisée des activités professionnelles, l'on assiste à des processus diversifiés et toujours situés de prise en compte des préoccupations environnementales dans le travail. De nouveaux métiers émergent, d'autres se transforment avec ou contre les préoccupations environnementales. Ce travail est précurseur en proposant un dialogue entre sociologie de l'environnement et sociologie des professions. Il constitue ainsi une référence pour les étudiants, enseignants et chercheurs en sciences humaines et sociales ou en sciences de l'environnement. Il intéressera également les professionnels de l'environnement, les directions des ressources humaines des institutions en charge de l'environnement et toute personne confrontée à la montée des préoccupations environnementales dans son contexte professionnel ou dans ses relations avec d'autres professionnels, qui souhaite prendre du recul sur les opportunités et les tensions que cette nouvelle situation engendre.

■ Les architectes et leur formation au temps du développement durable :

Contribution à une réflexion sur les infléchissements de la formation initiale et les attentes en formation continue

Kalck Paul

Marseille : Céreq, 2015. - 158 p.

Dans le cadre d'une commande du ministère de la Culture et de la Communication, une enquête sur l'adaptation de la formation des architectes au temps du développement durable a été réalisée auprès d'une centaine d'architectes exerçant en cabinet et fortement engagés dans des pratiques écoresponsables. Elle s'est intéressée aux activités et compétences spécifiques développées par ces architectes, à leurs parcours d'acquisition d'un profil « développement durable » avant de les interroger sur les adaptations à apporter à la formation initiale et sur leurs pratiques et attentes en matière de formation continue. L'enquête révèle des professionnels soucieux d'inclure l'amélioration énergétique des bâtiments dans une approche de qualité environnementale et architecturale. Certains se considèrent comme des précurseurs dont l'engagement a été insuffisamment compris

et soutenu lors de leur formation initiale d'architecte. Les rencontres et échanges avec d'autres professionnels, les réalisations exemplaires dans lesquelles ils se sont investis, les retours d'expérimentation, les voyages d'études et séjours à l'étranger, les travaux réalisés en complément de leurs activités libérales, l'implication dans des associations de praticiens et citoyens ou dans des clusters du bâtiment ont amplement participé à l'affirmation de leur identité d'architecte écoresponsable. La formation continue remplit des fonctions très diverses de rattrapage de la formation initiale, de perfectionnement sur les problématiques de développement durable, d'information sur les réglementations et labels thermiques, d'acquisition de savoirs techniques, d'appui à un axe de développement de leur cabinet ou à un intérêt personnel. Ils en font un usage régulier sur des sujets très variés. Convaincus qu'ils doivent développer des démarches plus itératives et collaboratives, les architectes souhaitent que la formation initiale prépare mieux à travailler avec les partenaires de l'acte de construire. Cela passe par un renforcement des enseignements, notamment dans le domaine des « sciences et techniques pour l'architecture » et par le développement de coopérations pédagogiques entre les ENSA (Ecole nationale supérieure d'architecture) et des écoles d'ingénieurs du bâtiment. Parallèlement, ils souhaitent que l'on poursuive le développement d'approches de la qualité environnementale propres à la profession.

■ Contrats d'études prospectives - Environnement et développement durable en Martinique

Louis Gustave Sabine; Hibade Christian; Labruyère Chantal

Marseille : Céreq, 2015. - 296 p. - (Net.Doc ; n° 138)

<http://www.cereq.fr/content/download/14584/117816/file/netdoc138.pdf>

Présenté par le Céreq et le cabinet ACP conseil, ce CEP réalise un diagnostic des besoins de main-d'œuvre et de qualification générés, en Martinique, par le processus de verdissement de l'économie. Quatre secteurs d'activités sont étudiés sur le territoire martiniquais : la gestion de l'eau, la gestion des déchets, l'écoconstruction et les métiers de la gestion des espaces naturels et de la biodiversité. Ce CEP vise à accompagner et anticiper les conséquences des mutations économiques, sociologiques, démographiques et technologiques en termes d'employabilité dans ces quatre domaines professionnels. Le document comporte une partie d'états des lieux, perspectives et diagnostic par sous-secteur et une seconde présente des fiches action.

■ L'émergence d'une filière EMR en France: quelles perspectives pour l'emploi et la formation ? : Le cas de l'éolien offshore posé

Podevin Gérard

Marseille : Céreq, 2015. - 136 p. - (Net.Doc ; 136)

<http://www.cereq.fr/content/download/14383/115994/file/netdoc136.pdf>

Le Céreq s'est engagé aux côtés du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (CGDD) dans un programme d'étude sur l'impact des problématiques environnementales et de développement durable sur les métiers et les formations. Le secteur des énergies marines renouvelables (EMR) constitue l'un des secteurs appartenant au champ des «éco-activités» étudié. Ce rapport identifie les métiers concernés par l'émergence de la filière ainsi que les formations nécessaires à l'adaptation des métiers existants qui doivent, dans bien des cas, s'adjoindre des compétences additionnelles. Il propose également une série de préconisations relatives à l'emploi, à la formation, ainsi qu'à la coordination sur les territoires. (Cereq)

■ L'emploi dans la transition écologique

Levaux Marie-Béatrice; Genty Bruno

Paris : Éditions des Journaux officiels, 2015, 129 p. - (Avis et rapports du Conseil économique, social et environnemental ; 2015-15)

La transition écologique entend promouvoir une évolution des modes de production et de consommation pour les rendre compatibles avec la préservation des ressources de la planète. A condition d'être conduite avec clarté et détermination, elle peut être une chance et le socle d'un projet économique, social et environnemental solide pour l'Europe et pour la France. Le CESE dresse un bilan des évolutions amorcées dans les différents secteurs d'activités pour mieux intégrer les objectifs environnementaux et formule un ensemble de préconisations pour faire de la transition écologique un levier pour l'emploi en France.

■ Gouvernance et innovations dans le système énergétique : De nouveaux défis pour les collectivités territoriales

Marcou Gérard (dir.) ; Eiller Anne-Christine (dir.) ; Poupeau François-Mathieu (dir.) ; Staropoli Carine (dir.)

Colloque du GRALE-EDF R&D (novembre 2014 ; Paris)

Paris : L'Harmattan, 2015, - 296 p

L'objectif de cet ouvrage est de mettre la nouvelle loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (août 2015) en perspective, en la confrontant aux problèmes cruciaux de la politique énergétique, notamment dans le secteur de l'électricité : quelles innovations semblent aujourd'hui nécessaires et avec quelle viabilité économique ? Le système énergétique peut-il être décentralisé et quels sont les intérêts en jeu ? Quel est le rôle de l'Etat et la place des citoyens ? Les « mécanismes de marché » font-ils un marché de l'électricité ?

■ L'insertion professionnelle des jeunes sortis d'une formation initiale en environnement en 2010

Paris : Commissariat général au développement durable, 2015, 76 p.- (Etudes et documents ; 131)

En 2010, environ 668 000 jeunes ont quitté pour la première fois le système éducatif, en France métropolitaine, après avoir suivi une formation allant du niveau V (CAP, BEP) au niveau I (master, diplôme d'ingénieur). Parmi eux, plus de 22 500 jeunes étaient inscrits en formation initiale en environnement, représentant 3,4 % de l'ensemble des sortants. Ils débutent dans la vie active dans un contexte économique difficile marqué par la dégradation du marché du travail. Trois ans après, ils sont interrogés pour décrire leur parcours professionnel, depuis leur sortie du système éducatif, et la situation qu'ils occupent en termes d'emploi. Les indicateurs qui en découlent ainsi que les typologies de trajectoires permettent de caractériser l'insertion professionnelle des jeunes issus des formations environnementales. Si l'insertion revêt des réalités différentes selon le niveau d'études, la voie de formation, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, ou bien selon les spécialités étudiées, le domaine de formation demeure le principal déterminant de l'insertion professionnelle. Les spécialités « Prévention et réduction des pollutions, nuisances et risques » et « Maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables » semblent ainsi les plus favorables. Même si les chances d'insertion sont légèrement plus faibles pour les « formés » en environnement par rapport aux autres sortants de formation, l'évolution des indicateurs d'insertion sur les trois générations d'enquêtés (2004, 2007 et 2010) indique que les sortants des formations environnementales semblent résister un peu mieux à ce contexte économique difficile. Si le fait d'avoir suivi une formation dans le domaine de l'environnement est déterminant pour l'exercice d'une profession spécifiquement environnementale (appelée « profession verte ») ou dont le contenu évolue pour intégrer les problématiques environnementales (appelée « profession verdissante »), ils ne sont que 41 % à exercer un métier dans ce domaine en 2013 ; soit six points de moins qu'en 2010.

■ Les métiers de l'environnement et du développement durable

Office national d'information sur les enseignements et les professions.

Marne-la-Vallée : ONISEP, 2015. - 152 p.- (Parcours ; 136)

Contrôle de la pollution de l'air, recyclage des déchets, qualité de l'eau, protection et valorisation de la biodiversité, prévention des risques naturels et industriels... Les métiers verts font face à de nombreux enjeux. Et ce sont des profils variés de jeunes diplômés qui sont attendus sur le marché de l'emploi. Pour aider les jeunes à découvrir les compétences professionnelles recherchées par les éco-industries, les collectivités territoriales, les bureaux d'études et les associations environnementales, cette publication présente 31 MÉTIERS. Ils sont classés en trois familles correspondant à des missions : la prévention des risques ; la protection de l'environnement ; le traitement des pollutions et l'ingénierie. Pour être au plus près du réel, des professionnels racontent leur activité au quotidien, évoquent leurs conditions de travail, les débuts dans le métier, leur parcours. Un reportage dans un parc naturel régional met en scène les métiers qui concourent au développement d'un territoire dans le respect de son patrimoine naturel. Côté ÉTUDES, l'édition 2015 dresse un panorama de l'offre de formation

pour chaque famille de métiers et les formations accessibles bac par bac. Sont ensuite présentées les filières d'études spécifiques au secteur : bacs pro, BTS, BTSA, cursus universitaires (DUT, licences pro, licences, masters), classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), diplômes d'ingénieurs. Le lecteur retrouvera des réponses aux questions que se posent les élèves sur le profil requis, les spécialisations possibles, les poursuites d'études... Sans oublier les témoignages de jeunes qui évoquent les grandes étapes de leur parcours de formation. Côté EMPLOI, une enquête permet d'appréhender les dernières tendances du recrutement et les compétences attendues par les différents acteurs du secteur. De jeunes professionnels parlent de leur accès à l'emploi et de leurs premiers pas dans une entreprise et dans un bureau d'études. Le Guide PRATIQUE fournit les coordonnées des formations traitées, ainsi qu'un mode d'emploi des inscriptions, les ressources Onisep, les sites utiles pour aller plus loin, et un lexique.

■ Propositions de priorités nationales de formation liées à la transition écologique et recommandations pour les futurs CPRDFOP : Rapport établi suite à la saisine du CNFPTLV du 11 décembre 2013 remis aux Ministres en charge de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la Recherche, du travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, et de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt

CNEFOP - Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (Paris)
Paris : CNEFOP, 2015. - 148 p.

Quel accompagnement formation est nécessaire pour épauler les filières économiques les plus impactées par la transition écologique ? Comment prendre en charge ces besoins dans le cadre de la construction des plans régionaux pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle ? Deux questions auxquelles les travaux conduits en 2014, dans le cadre d'une saisine interministérielle du CNFPTLV faisant suite à la Conférence environnementale de 2013, ont tenté de répondre dans le rapport adopté par le bureau du CNEFOP du 3 janvier 2015 remis aux ministres en charge du Travail, de l'emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social ; de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie ; de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Agro-alimentaire.

■ Sociologie de l'énergie : Gouvernance et pratiques sociales

Zélem Marie-Christine (dir.) Beslay Christophe (dir.)
Paris : CNRS, 2015. - 476 p.

Affaire de société, enjeu politique, objet de controverses, l'énergie est devenue, depuis une quinzaine d'années, un sujet de recherche de première importance pour les sociologues. Alors que les débats autour de la transition énergétique s'animent, ce livre

réunit les analyses scientifiques de chercheurs issus d'horizons institutionnels différents. L'objectif est de mutualiser, en un seul ouvrage et pour la première fois, les connaissances et les approches théoriques quant à la gouvernance de l'action publique et aux pratiques sociales dans le domaine de l'énergie. L'ouvrage s'organise autour de six parties. La première est consacrée aux approches conceptuelles et théoriques. Cette partie insiste sur les changements en termes d'action publique, et les reconfigurations qu'implique le choix d'une société bas carbone. La seconde partie traite des conditions et des instruments de la gouvernance en matière de politique énergétique. La troisième partie de l'ouvrage s'intéresse aux dynamiques d'innovation, notamment des territoires en transition et des technologies émergentes. La quatrième partie est centrée sur les usages et les usagers, d'un triple point de vue, celui des conditions sociotechniques de la maîtrise de la demande, mais aussi des situations de précarité énergétique et des pratiques de certains acteurs. Les deux dernières parties proposent une focale sur l'accompagnement au changement par les nouvelles technologies « smart ». (Source : éditeur)

■ Transition énergétique : impacts sur les métiers cadres

Association pour l'emploi des cadres (France)

Paris : APEC, 2015. - 50 p. - (Les études de l'emploi cadre; 2015-83)

La réflexion à mener pour réussir la transition énergétique vers un développement plus durable concerne aussi les questions d'emplois et de compétences. L'étude réalisée a ainsi cherché à déterminer les impacts possibles de la transition énergétique sur les métiers de cadres dans les secteurs de l'énergie, de l'automobile et du bâtiment. Jusqu'à présent, la transition énergétique a contribué à créer peu de nouveaux métiers de cadres. En revanche, de nombreux métiers cadres, qui existent depuis plusieurs années, recrutent davantage et/ou intègrent de nouvelles compétences en lien avec la transition énergétique. Enfin, la transition énergétique semble contribuer à une recomposition des frontières entre certains métiers, mais aussi entre différents secteurs d'activité

■ Apprendre à travailler avec le vivant : développement durable et didactique professionnelle

Mayen Patrick (dir.) ; Lainé Armelle (dir.)

Dijon : Éditions Raisons et passions, 2014. - 306 p. - (Pratiques et analyses en formation)

Un grand nombre de métiers travaillent avec le vivant : métiers de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de l'aménagement et de l'entretien des espaces et des paysages... : Qu'est-ce que signifie travailler avec le vivant dans une perspective de développement durable ? Comment, construire des conditions d'apprentissage cohérentes avec les exigences et spécificités du travail avec le vivant et avec une orientation de développement durable ? Ce livre propose un cadre théorique et méthodologique pour répondre à ces questions.

Il est le produit d'un projet commun qui a amené les auteurs à se lancer dans l'analyse de différentes situations de travail, dans l'objectif de connaître le travail pour améliorer les formations ou les enseignements. Les articles proposés partent tous du travail, de son observation et de son analyse avec des professionnels. Ils mettent en évidence le niveau d'intelligence des situations requis pour l'exercice de ces métiers et les exigences que cela implique pour concevoir et conduire la formation des professionnels et des futurs professionnels. Deux courants conceptuels et pratiques y ont été mobilisés : celui de la didactique professionnelle qui s'intéresse au travail, à ses évolutions, et aux processus d'apprentissage dans et par le travail ; celui de la pédagogie constructiviste dans laquelle la notion de problématisation occupe une place centrale.

■ Le marché de l'emploi de l'économie verte

Margontier Sophie ; Randriambololona Céline ; Babet Charline ; Bessiere Sabine ; Matus Murielle ; Baillieu Yohan

Paris : Commissariat général au développement durable, 2014. - 84 p. - (Etudes et documents ; 110)

Identifier et mesurer le verdissement de l'économie n'est pas simple au regard de l'étendue du champ concerné, de l'enchevêtrement des échelles d'approches mobilisées (micro, macro), des informations existantes disponibles... La définition et le suivi d'outils de mesure revêtent alors une grande importance. C'est ce à quoi tente de répondre l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev) qui, depuis 2010, œuvre à la structuration d'un système d'observation et de mesure des emplois de l'économie verte. Ce document vise à rappeler les définitions, concepts et périmètres mis en place par l'Onemev et à présenter ses derniers résultats d'observations et de mesures de l'emploi selon les deux approches considérées : par les activités des entreprises et par les métiers exercés par les individus. Une description du marché du travail complète ces résultats ainsi qu'une présentation détaillée des méthodologies employées.

■ Développement durable. «Compétences 21» : Comprendre et développer les compétences collectives

Brégeon Jacques (dir.) ; Mauléon Fabrice

Paris : Eska, 2013. - 371 p.

Dans cette crise qui n'en est pas une, puisqu'en fait, nous entrons dans un monde nouveau, alors que les pays émergents ont émergé et que la vieille Europe est comme sidérée, nous faisons le constat des métamorphoses nécessaires et des mutations à conduire plutôt qu'à subir. Ainsi, nous sommes en «transition» entre une situation définitivement obsolète et un avenir à inventer dans l'urgence. Mais, quel avenir ? Et comment le construire ? Et qui va le construire ? Compte tenu des enjeux, cet avenir ne

saurait être autre que «durable» au sens le plus complet du terme, c'est-à-dire selon un modèle économique compatible avec l'environnement et les ressources de la planète et, surtout, selon un modèle de développement qui soit équitable et, donc, éthiquement défendable («sustainable»). Ce modèle ne pourra procéder que d'une pensée nouvelle intégrant prospective, cindynique, systémique, empathie et s'exprimant sur le plan collectif dans la réalité des territoires. Il se traduira par des projets innovants conçus et conduits en partenariat en requérant, au-delà des compétences individuelles, des compétences collectives, territoriales, voire, sociétales. Cet ouvrage collectif constitue un corpus des savoirs utiles à cette approche nouvelle (tome 1) ; il dresse également un paysage des pratiques observables dans l'entreprise et sur les territoires (tome 2).

■ Ecologie industrielle et territoriale : les collectivités actrices de la transition énergétique et écologique

ETD -Le Centre de ressources du développement territorial (Paris)

Paris : ETD, 2013. - 134 p.

« Transformer les déchets des uns en matières premières ou sources d'énergie pour les autres ». Derrière cette idée simple, l'écologie industrielle vise à proposer des éléments de réponse opérationnels à un enjeu majeur : celui de faire évoluer un mode de production et de consommation incompatibles avec les ressources d'un monde fini, en mobilisant les ressources d'intelligence collective et d'organisation à l'échelle des territoires. Alors que les premières expériences portées à toutes les échelles d'action sont encore peu avancées, expérimentales et parcellaires, se fait jour le besoin d'un retour d'expériences sur ce qui a déjà pu être engagé, d'interroger les facteurs de réussite et d'échecs des premières initiatives et d'explorer des modalités d'intervention qui restent encore à mieux définir. Ce guide a pour ambition d'apporter des éclairages et des éléments d'enseignements sur le rôle d'impulsion et d'accompagnement que peuvent jouer les collectivités territoriales à la lumière des premières expériences conduites à l'échelle nationale. Il a été réalisé à l'issue des travaux conduits pendant un an auprès d'experts du sujet et d'une quinzaine de collectivités engagées dans des démarches d'écologie industrielle et territoriale dans le cadre d'un programme de travail d'Etd et de GrDF, avec la participation d'Orée.

■ Les filières industrielles stratégiques de l'économie verte : enjeux et perspectives

Paris : Commissariat général au développement durable, 2013. - 258 p - (Références)

La France se trouve aujourd'hui confrontée au défi de la croissance, dans un environnement économique difficile et un contexte de concurrence internationale accrue avec notamment la montée en puissance des économies émergentes. Face à ces défis, la

France s'est engagée dans la transition écologique de son modèle économique, vers une économie plus verte et équitable qui peut être définie comme une économie entraînant « une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources » (définition PNUE, 2011). Le rapport de synthèse, coordonné par le CGDD en lien et avec les directions concernées, présente de manière transversale les principales évolutions enregistrées depuis trois ans pour 19 filières industrielles stratégiques de l'économie verte, porteuses de croissance et d'emplois, ainsi que le positionnement des acteurs français dans une perspective internationale. Il comporte en deuxième partie un descriptif de ces filières et de leurs points-clés, opportunités, risques et enjeux.

■ Les métiers de l'industrie à l'heure du développement durable

Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (France)

Paris: *Alternatives économiques*, 2013. - 136 p.

Pour un secteur souvent proclamé en déclin comme l'industrie, le développement durable est synonyme d'opportunités. Les entreprises du secteur qui se sont déjà engagées dans cette voie y trouvent d'ailleurs de nombreux avantages en termes stratégiques, économiques et sociaux. Ce tournant a de grandes conséquences sur l'emploi : les professionnels doivent désormais, à chaque phase - de la conception au recyclage en passant par la fabrication et la maintenance - penser le produit en fonction de son impact sur l'environnement et la société et ce jusqu'à sa fin de vie. D'où la nécessité pour les employeurs de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée dont les compétences évoluent en permanence. C'est pour accompagner aussi bien les professionnels du secteur que les conseillers emploi et les formateurs que l'Afpa a réalisé cet ouvrage avec l'appui d'Alternatives Economiques. Il dresse un panorama de cette révolution verte, décrit ses conséquences pour chaque métier, donne la parole aux différents intervenants du secteur et fait le tour des formations disponibles.

■ Les métiers des services à l'heure du développement durable

Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (France)

Paris : *Alternatives économiques*, 2013.

Le secteur des services regroupe aujourd'hui plus des trois quarts des emplois : transports, commerce, social, santé, éducation, culture, loisirs, services aux entreprises et services aux personnes, etc. Des activités diverses, mais qui ont en commun d'être bien moins « immatérielles » qu'on ne le dit souvent. Gros consommateurs d'énergie, les services sont également d'importants utilisateurs finals de ressources. Un développement réellement durable passe donc par une profonde transformation des services. La panoplie des solutions est vaste. Elle passe par de nouveaux choix techniques et organisationnels - informatique moins énergivore ; bureaux BBC (bâtiment basse consommation) ou passifs (qui pro-

duisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment) ; télétravail ; transports optimisés, etc – et par l'adoption de nouveaux comportements : éco-conduite, diminution des impressions papier... Avec pour objectif de développer des réponses aux besoins optimales en termes d'utilités sociale, sociétale et environnementale. Une mutation qui suppose de pouvoir mobiliser une main d'œuvre qualifiée, apte à s'adapter en permanence à des objectifs évolutifs. C'est pour accompagner aussi bien les professionnels du secteur que les conseillers emploi et les formateurs que l'Afpa a réalisé cet ouvrage avec l'appui d'Alternatives Economiques. Il dresse un panorama de cette révolution en cours, décrit ses conséquences pour chaque métier, donne la parole aux différents intervenants du secteur et fait le tour des formations disponibles.

■ Mutations économiques et environnementales dans les territoires : Enjeux et opportunités pour l'emploi et la formation

Quatrièmes rencontres interrégionales Céreq-Dares-Réseau des Carif-Oref (2013; Rennes)

Marseille : Céreq, 2013. - 97 p - (Relief. Échanges du Céreq ; 43)

<http://www.cereq.fr/content/download/8942/78355/file/Relief43.pdf>

Les quatrièmes rencontres interrégionales Céreq - Dares - Réseau des Carif-Oref se sont tenues à Rennes le 6 juin 2013. Cette manifestation, qui s'adresse à l'ensemble des intervenants de l'emploi, de l'orientation, de la formation et de l'insertion en région et au niveau national, a rassemblé plus de 200 personnes. Cette année, c'est la question des mutations économiques et environnementales dans les territoires et des enjeux et opportunités qu'elles font naître pour l'emploi et la formation qui ont été au cœur des débats et des échanges.

■ L'économie verte contre la crise : 30 propositions pour une France plus soutenable

Crifo Patricia ; Glachant Matthieu ; Hallegatte Stéphane ; Laurent Eloi ; Raphaël Gilbert

Paris : Presses universitaires de France, 2012. - 140 p.

Nous vivons une crise globale de soutenabilité : financière, sociale, écologique. Parce que la transition environnementale est le domaine par excellence de la soutenabilité, elle peut nous guider dans le passage d'un monde à l'autre. Mais il faut être réaliste : le discours écologique ne sera audible que s'il propose une stratégie de sortie de crise. Notre conviction est que la force de l'économie verte est d'offrir à la fois une réponse tactique et une vision stratégique face aux difficultés du présent. Développer l'économie verte, c'est utiliser la contrainte environnementale comme un levier pour le développement économique et humain du pays, en favorisant l'activité économique et l'emploi, d'une part, en améliorant le bien-être et en réduisant les inégalités sociales, de l'autre. Justice sociale, emploi, ré-industrialisation, mondialisation maîtrisée, relance du projet européen : voilà les vrais enjeux de l'économie verte !

■ Énergies 2050

Percebois Jacques ; Mandil Claude

Paris : CAS, 2012. - 197 p. - (Rapports et documents)

Dans ce cadre, le ministre a souhaité que l'exercice porte sur l'ensemble des énergies et qu'il examine en particulier quatre options d'évolution de l'offre d'électricité en France : la prolongation du parc nucléaire actuel, l'accélération du passage à la troisième génération nucléaire, voire à la quatrième génération, une réduction progressive du nucléaire, voire une sortie complète du nucléaire. Cette analyse devra éclairer la programmation pluriannuelle des investissements que le ministre chargé de l'énergie présentera devant le Parlement en 2013 et qui a pour objectif principal d'identifier les investissements souhaitables dans le secteur de l'énergie au regard de la sécurité d'approvisionnement. Elle prendra la mesure du programme d'économies d'énergie et de diversification du mix engagé par le Grenelle de l'environnement qui est un acquis important pour l'environnement et pour le renforcement de la robustesse de ce mix. Malgré l'étendue et la complexité des sujets à traiter, le délai fixé à la commission était particulièrement court : la lettre de mission demandait en effet que le rapport final soit rendu au ministre avant le 31 janvier 2012. Épaulée par six personnalités qualifiées qui ont bien voulu s'impliquer immédiatement, cette commission a été installée par le ministre le jeudi 20 octobre 2011 et s'est réunie en séance plénière à huit reprises. La liste des personnes qui ont bien voulu participer aux travaux, soit en plénière, soit en audition, figure en annexe. Pour mener à bien son travail, le Président s'est entouré d'une équipe de rapporteurs co-pilotée par la Direction générale de l'énergie et du climat et par le Centre d'analyse stratégique et s'appuyant sur l'IFP, le CEA, ainsi que la direction générale du Trésor.

■ Informer et orienter «vert» et certifier les compétences «vertes» : Pour une approche commune de l'information verte

Asseraf Georges; Pitte Jean-Robert

Paris : CNCP, 2012. - 35 p.

Ce rapport propose des axes afin d'informer le public, les organismes et les entreprises sur le secteur de l'économie verte, notamment la mise en place d'une cartographie dynamique des certifications vertes pour les 11 filières professionnelles. Cette cartographie sera établie avec la collaboration du CNCP, la DIO, l'Onisep, Centre-Inffo, la Direction générale pour l'Enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (DGESIP) et l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES). Ce travail de recensement et de définition des métiers verts et verdissants, passera également par la création d'une signalétique à trois niveaux sur le degré de «verdissement». Comme le souligne les deux auteurs : «l'indexation des fiches RNCP par degrés de verdissement permettra de produire également des données de veille et

des schémas dynamiques répondant notamment à la question suivante : combien de certifications, dans quel domaine et pour quel niveau de qualification, décrivent : des métiers non dédiés à l'environnement mais qui intègrent des services et des produits de type vert (1er degré de verdissement) ; des métiers traditionnels en forte évolution, intégrant de plus en plus de dimensions liées au développement durable ; des métiers dédiés au développement durable». A terme, la plateforme «orientation pour tous» proposera des fonctionnalités dédiées à l'orientation des jeunes et des adultes vers les certifications vertes.

■ L'innovation verte : De la théorie aux bonnes pratiques

Boutillier Sophie (dir.) ; Djellal Faridah (dir.) ; Gallouj Faïz (dir.) ; Laperche Blandine (dir.) ; Uzunidis Dimitri (dir.)

Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2012. - 401 p.

Alors que dans le monde entier l'utilisation des ressources naturelles ne cesse de croître et l'environnement de se dégrader, les économistes, les managers et les politiques s'inquiètent avant tout de la perte de compétitivité de leurs entreprises et de leurs économies. Ils focalisent aussi leur attention sur les performances financières des systèmes économiques au détriment d'une réflexion approfondie sur les changements nécessaires et urgents des modes de production, de consommation et d'échange dans lesquels la « contrainte environnementale » pourrait se transformer en innombrables opportunités d'innovations et conduire à l'émergence d'une nouvelle économie. L'innovation verte désigne l'innovation ayant une finalité de développement durable qui se traduit par l'introduction dans l'économie d'un ensemble de produits, services, procédés, méthodes, etc. permettant de réduire l'impact de l'activité générale ou particulière sur l'environnement. Ce livre est consacré aux modèles théoriques de l'économie verte et à l'analyse de différentes expériences d'éco-innovation (leur naissance, leur diffusion, leurs impacts) ainsi qu'à la manière dont elles s'inscrivent dans un nouveau paradigme sociotechnique en construction.

■ Les métiers de l'environnement : des métiers en développement, un domaine à découvrir

Association pour l'emploi des cadres (France)

Paris : APEC, 2012. - 183 p - (Les référentiels des métiers cadres)

Ce référentiel propose la description de 22 métiers regroupés en cinq grandes familles : les métiers de direction, les métiers des études et de la R&D, les métiers de la production et des services techniques, les métiers support, la fonction technico-commercial.

■ Quand le bâtiment se met au vert : les territoires se mobilisent

Chauveau Loïc ; Couget Géraldine ; Leca Christel ; Dhoquois Anne ; Engelhard Jean-Marc ; Kalouguine

Tatiana

Paris : *Autrement*, 2012. – 96 p

Notre monde change. Radicalement. La lutte contre le changement climatique dans un contexte de raréfaction des énergies fossiles et des matières premières est une véritable révolution économique, industrielle, sociétale, environnementale. Demain, nous ne nous déplacerons plus, nous ne nous chaufferons plus, nous ne consommerons plus comme hier. Ces mutations ont des répercussions évidentes sur l'activité humaine et donc sur les emplois. Comment sera le monde du travail demain ? Pour y répondre, deux organisations très différentes ont décidé de s'allier. L'ADEME et l'Alliance Villes Emploi se sont rapprochées pour unir leurs forces et s'entendre sur des objectifs précis pour faire correspondre urgence climatique et combat social pour l'emploi. (*Autrement*)

■ Des technologies compétitives au service du développement durable

Bergougnot Jean (dir.)

Paris : CAS, 2012. - 469 p - (Rapports et documents ; 51)

Le présent rapport de synthèse, élaboré avec l'aide des rapporteurs du Centre d'analyse stratégique, tente de résumer et de mettre en perspective l'ensemble des travaux dont font état ces rapports spécifiques. Force est de reconnaître que certains sujets très complexes méritent encore des compléments. Il pourrait donc être utile de prolonger ces travaux dans un certain nombre de domaines. Au-delà de son rôle clé dans la compétitivité d'un pays, l'innovation technologique est indispensable pour apporter des réponses pertinentes aux défis que pose notre engagement en faveur d'un développement durable en termes de croissance économique, de préservation de l'environnement et de progrès social. La mission de prospective technologique menée par le Centre d'analyse stratégique s'est efforcée d'éclairer cette double problématique en proposant une vision de long terme pour les secteurs de l'énergie, des transports et du bâtiment. Pour chaque technologie étudiée, elle a tenté d'apprécier à la fois la contribution possible en matière de développement durable et le potentiel de compétitivité de notre pays sur la scène internationale.

■ Trajectoires 2020 - 2050 : vers une économie sobre en carbone

Perthuis Christian de

Paris : La Documentation française, 2012. - 227 p - (Rapports et documents ; 46)

Le rapport analyse les conditions pour décarboner l'économie à l'horizon 2050, dans les meilleures conditions économiques et sociales. Il formule plusieurs propositions en ce sens, en particulier : renforcer les mesures de politique industrielle favorisant la tran-

sition vers une économie sobre en carbone; agir à la fois sur la demande en incitant à l'efficacité énergétique, et sur l'offre en encourageant les procédés de production sobres en carbone; mettre en place des incitations économiques et réglementaires offrant une visibilité aux entreprises à moyen terme. Le rapport préconise en particulier la mise en place d'une taxe carbone, de préférence européenne, à défaut française, et la fixation des règles à l'horizon 2030; utiliser le produit des enchères de quotas CO2 prévues à partir de 2013 et des futures contributions climat-énergie pour favoriser la croissance économique, l'innovation technologique, l'équité sociale et la solidarité internationale; anticiper les évolutions du marché de l'emploi et préparer les transitions professionnelles. Ces travaux seront examinés dans les prochaines semaines. Ils permettront à la France de contribuer au débat européen sur les jalons qui doivent nous mener à une économie décarbonée à l'horizon 2050 et serviront de référence pour faire de la lutte contre le changement climatique un levier de développement économique et de progrès social.

■ Activités, emplois et métiers liés à la croissance verte : périmètres et résultats

Paris : Commissariat général au développement durable, 2011. – 32 p. - (Etudes et documents ; 43)

Les métiers et l'appareil productif sont au cœur des enjeux de la croissance verte. Leur adaptation à ce modèle de croissance est essentielle : la main-d'œuvre formée doit être disponible en nombre et en qualifications adéquats pour répondre aux commandes publiques et privées. De nouveaux métiers vont émerger, d'autres évoluer. Mais ces mutations s'accompagneront également d'effets négatifs : certains secteurs verront leur activité se réduire et leurs salariés devront nécessairement se reconverter.

■ Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie dans le contexte d'une économie verte

Paris : ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, 2011. - 106 p.

Le CGDD a confié aux Cabinets SYNDEX/ALPHA une étude sur « la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les secteurs industrie et énergie impactés par le Grenelle de l'environnement et l'évolution du système européen ETS d'échange des droits d'émission des gaz à effet de serre ». Cette étude, dont les conclusions ont été présentées lors du séminaire des 4 et 5 mai 2010 rassemblant les représentants du patronat, des organisations syndicales de salariés et des administrations concernées, présente l'intérêt, comparé à d'autres travaux sur les impacts du Grenelle, d'appréhender les mutations de l'emploi dans leur globalité, en ne se limitant pas aux secteurs pourvoyeurs d'emplois « verts » mais en pointant les risques de destruction d'emplois liés à la mise en œuvre du Grenelle, avec une analyse des retombées plus qualitative que quantitative et des approches typologiques de la vulnérabilité de certaines catégories de travailleurs au regard des possibilités de reconversion et de formation. L'étude accorde une grande importance aux

stratégies d'acteurs analysées secteurs par secteurs. Globalement le constat partagé conduit à montrer que si le changement de modèle de croissance ouvre de nouvelles potentialités, il induit des coûts supplémentaires et le déclassement de certaines activités. Trois conditions de réussite de la transition s'imposent : l'insertion des mesures du Grenelle dans le cadre d'une politique industrielle plus large tenant compte de l'ensemble des enjeux liés au développement d'une industrie « bas carbone », la sécurisation des parcours professionnels et le dialogue social à tous les niveaux (entreprise, secteur, territoires).

■ Le travail, grand oublié du développement durable

Bazillier Rémi

Paris : Le Cavalier bleu, 2011. – 216 p. - (eDDen)

En 1987, le rapport Brundtland listait le travail parmi les besoins essentiels de l'individu. L'accès à un emploi décent, à la protection sociale, le respect de bonnes conditions de travail sont des éléments clés du progrès social et devraient à ce titre occuper une place centrale dans les politiques publiques. Loin des idées reçues, cet ouvrage montre que de meilleures conditions de travail ne sont pas le privilège des pays riches : le progrès social peut tout à fait se concilier avec l'efficacité économique et le respect de l'environnement. C'est l'idée motrice du développement durable. Plus de vingt ans après la création de ce concept, il est temps d'en rappeler certains fondements.

■ Les travailleurs des déchets

Corteel Delphine (dir.) ; Le Lay Stéphane (dir.)

Toulouse : Erès, 2011. - 331 p. - (Clinique du travail)

En se penchant sur les travailleurs qui s'occupent de nos déchets, les auteurs se proposent d'entrer dans les ombres, afin de révéler ce qu'elles peuvent nous apprendre sur nos sociétés. En quoi consiste le travail dans ces zones de relégation symbolique et de dureté physique ? Qui sont les travailleurs des déchets ? Sont-ils déçus parce que travaillant auprès des ordures ou sont-ils affectés au ramassage des ordures parce que considérés comme inemployables, inutiles, comme « déchets sociaux » ? L'ouvrage se fonde sur l'enquête de terrain. Il montre la diversité des cultures du déchet. Il met en évidence l'intensité des multiples formes de la sidération, de l'angoisse, de l'anxiété suscitées par le maniement de l'ordure voire par sa simple proximité. Le lecteur, au fil des pages, se construit un nouveau regard sur les travailleurs du déchet. Les auteurs l'invitent à l'empathie. Il en vient à partager de multiples émotions où se mêlent le dégoût, la honte, la peur, l'humiliation, la fierté.